

États-Unis et Amérique Latine

Chronologie

- 1823 : doctrine Monroe
- 1900 : doctrine du Big Stick de Théodore Roosevelt
- 1898 : guerre hispano-américaine
- 1921-1924 : lois de quotas aux États-Unis
- 1929 : krach de Wall Street
- 1935&37 : lois de neutralité aux États-Unis
- 1939&45 : Seconde Guerre Mondiale
- 1947 : traité de Rio
- 1948 : OEA (Organisation des États d'Amérique)
- 1948 : CEPAL (Commission Économique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes)
- 1959 : révolution cubaine
- 1960 : Association américaine de libre échange
- 1960 : MCCA (Marché Commun Centre-Américain)
- 1961 : Alliance pour le progrès
- 1965 : intervention américaine en République Dominicaine
- 1965 : Association de libre-échange des Caraïbes
- 1969 : Pacte Andin
- 1973 : CARICOM (ancienne Association de libre échange des Caraïbes)
- 1981-88 : aide américaine aux Contras du Nicaragua
- 1982 : crise de la dette
- 1983 : intervention en Grenade
- 1983 : IBC (Initiative pour la Bassin des Caraïbes) des États-Unis
- 1985 : plan Baker
- 1989 : plan Brady
- 1989 : opération « Juste Cause » au Panama => renversement de Noriega
- 1989 : APEC (Coopération Économique pour l'Asie-Pacifique)
- 1991 : SICA (Système d'Intégration Centre-Américain, revitalise le MCCA)
- 1994 : entrée en vigueur de l'ALENA
- 1995 : MERCOSUR
- 1996 : CAN (Communauté Andine des Nations, ancien Pacte Andin)
- 2005 : projet de ZLEA (Zone de Libre Échange des Amériques)
- 2005 : ALBA
- 2007 : Banque du Sud
- 2010 : CELAC (Communauté des États Latino-Américains et Caraïbes)
- 2011 : Alliance Pacifique

États-Unis et Amérique Latine

Actualités

Été 2013 : manifestations au Brésil contre la vie chère

Juillet 2013 : faillite d'OGX, groupe brésilien spécialisé dans l'exploitation et la production d'hydrocarbures détenu par Eike Batista

Septembre 2013 : le brésilien Roberto Azevêdo est élu à la tête de l'OMC

2014 : manifestations au Venezuela

Notions

Théorie de la dépendance : le sous-développement du continent latino américain et du Tiers Monde en général est lié à des formes de dépendance, externe (vis-à-vis des acteurs étrangers, notamment dans le domaine des technologies) et interne (vis-à-vis des élites. Cardoso et Faletto publient *Dépendance et développement en Amérique Latine* en 1969. Autres auteurs : Celso Furtado, Raul Prebisch, Sergio Bagu

Références

Les États-Unis

Le 20e siècle est le « *siècle américain* » (Henri Luce) / La décennie 1990 est la décennie de « *l'hyperpuissance américaine* » (Hubert Védrine) / Aucune puissance ne peut prétendre rivaliser avec les États-Unis dans les quatre domaines clés qui font une puissance globale (Zbigniew Brzezinski, *Le grand échiquier : l'Amérique et le reste du monde*, 1997)

Le déclin américain est réel et irréversible dans un cadre multipolaire (O. Zajec, *La nouvelle impuissance américaine, essai sur dix années d'autodissolution stratégique*) / Sur expansion impériale (Paul Kennedy, *Naissance et déclin des grandes puissances*) / L'autre Amérique (Michael Harrington, 1962) / Société du paradoxe (Michael Kamman)

La fin du dollar & Comment le dollar est devenu la plus grande bulle spéculative de l'histoire (M. Zaki, 2011) / L'Amérique a perdu la maîtrise de sa finance, de sa monnaie, et d'une certaine façon, d'elle-même (E. Tétreau, *Quand le dollar nous tue*, 2011) / Le dollar c'est notre monnaie mais votre problème (Conally, secrétaire d'État au Trésor) / L'État est le responsable de tous les maux et non la solution (Reagan)

Les États-Unis et le monde

Être votre voisin avec les USA c'est comme dormir avec un éléphant, quelque douce et placide que soit la bête, on subit chacun de ses mouvements et de ses grognements (Pierre Trudeau, PM canadien, 1969) / Nous allons apprendre aux Latino-Américains à élire des dirigeants de qualité (Wilson)

L'Amérique Latine

L'intégration en Amérique Latine est une chimère géographique (Bernard Bret) / Les Caraïbes sont une arrière-cour des États-Unis (Denise Artaud) / La mer des Caraïbes est une Méditerranée américaine (Humboldt & Reclus) / La mer des Caraïbes est un lac étatsunien (Amiral Mahan) / L'Amérique du Sud est une priorité pour la politique étrangère du Brésil. Notre région est notre demeure. L'avenir du Brésil est lié à celui de ses voisins. (Lula à l'ONU en septembre 2006) / Le Brésil n'est pas un pays pauvre, c'est un pays injuste (Cardoso)

Pour le Brésil, la fin de la géographie est le début de l'histoire. S'engager dans les affaires du monde n'est plus une option mais une nécessité (Alfredo Valladão)

États-Unis et Amérique Latine

Les États-Unis depuis 1945

I) 1945-70 : une Amérique triomphante

- **1932-45** : Roosevelt : années de transformation (rupture intérieure avec la révolution du ND) et extérieure avec la fin de l'isolationnisme). EU renforcées par la guerre
- **1945-52** : Truman ancre l'héritage du ND et de la guerre (rupture avec l'isolationnisme, intervention de l'État dans l'économie (Employment Act en 1946), présidence impériale) mais sa présidence est marquée par des échecs (échec du Fair Deal, question noire, menace communiste, maccarthisme)
- **1952-60** : Eisenhower incarne le conservatisme progressiste . Les 50s sont des années d'opulence
- **1960-63** : Kennedy et la-Nouvelle-frontière : new economics (politique keynésienne). Nombreux défis : technologiques (conquête de la Lune), économiques (leadership), sociaux (pauvreté : Michael Harrington publie L'Autre Amérique en 1962), Internationaux (leadership)
- **1963-68** : Johnson et le projet-de grande-société : Medicare et Medicaid, Civil Right Act (1964)
- Mais les 60s sont des années d'illusion : diminution des excédents, déficits de la balance des paiements, question noire, borbier de la guerre du Vietnam

II) 1969-2001 : une Amérique qui doute mais qui retrouve des certitudes dans le cadre de la révolution reaganienne

- **1968-74** : Nixon : mix Policy et Realpolitik : rétablir la situation économique (lutte contre l'inflation, Nixon shock en août 1971), sortir du borbier du Vietnam, rapprochement avec la Chine (diplomatie du ping-pong). Or cette politique se brise sur le Watergate et l'entrée dans la crise
- **1980-88** : Reagan et- la- révolution néoconservatrice : rupture économique sur 4 piliers (mesures monétaires, dépenses publiques, impôts, déréglementation), politique dure vis-à-vis de l'URSS
- **1988-92** : George- Bush, héritier du reaganisme : priorité à la réduction des dépenses publiques et politique plus active de l'État (éducation, RD), gestion de la chute du bloc communiste.
- **1992-2000** : Clinton et la recherche d'une 3ème voie :- réappropriation des thématiques républicaines (libre-échange avec l'ALENA, réforme de l'État providence (Workfare State en 1996), réforme de l'État avec dépenses publiques)
- Les 90s sont une décennie exceptionnelle pour la puissance américaine : phase de croissance économique exceptionnelle et avènement de l'hyperpuissance (Hubert Védrine)

III) L'Amérique depuis 2001 : la fin de l'exception ?

- **2000-2008** : George-W. Bush, un Reagan bis ? Défense des valeurs démocratiques et interventionnistes, volonté de réduire la taille et le poids de l'État fédéral. Or :
- o **Retournement de la conjoncture économique** : bulle Internet, endettement hérité de la période précédente
- o **Choc du 11 septembre =>** Patriot Act et tournant dans la politique étrangère (influence des thèses néoconservatrices)
- Les 2000s révèlent une nouvelle impuissance américaine : impuissance militaire (Irak, Afghanistan), économique (crise de 2008, désindustrialisation), politique (antiaméricanisme, émergence de nouvelles puissances)
- À- partir- de- 2008 : Obama : nombreux chantiers en rupture avec les présidences de Bush (État actif, réforme de l'assurance maladie, politique étrangère : smart power et politique du pivot). Mais bilan contrasté (retour de la croissance mais emploi fragile et pauvreté, déception en politique étrangère)

États-Unis et Amérique Latine

États Unis et mondialisation

I) À partir de 1945, les EU sont instigateurs et ordonnateurs de la mondialisation

- Les EU prennent le relais du RU en tant qu'économie dominante et se donnent les moyens de diriger la mondialisation : nouvel ordre mondial maîtrisé par les EU, politique étrangère visant à accorder des aides aux pays menacés par le communisme
- Les EU se posent comme modèle grâce à de nombreux atouts : grandes entreprises dynamiques, immense marché intérieur au niveau de vie élevé, forte implication de l'État (notamment dans la RD et le commerce)
- Les EU sont les principaux bénéficiaires de la mondialisation : puissance renforcée dans le domaine financier (« roi \$ », 60% des IDE après 1945), commercial et économique (+ puissance économique des FMN reconvertie en puissance politique)

II) Les EU structurent leur espace au service de la mondialisation et bâtissent des réseaux d'influence à l'échelle mondiale

- Le territoire américain est façonné par la mondialisation : rôle important des transports (aérien : 40% du trafic mondial), essor de nouveaux lieux
- Les EU s'investissent dans le processus de régionalisation : création de l'APEC en 1989, de l'ALENA en 1994
- Les EU investissent d'autres territoires et sont ainsi présents dans le monde entier : ouverture de nouveaux marchés en vertu du fair trade, IDE des FMN américaines

III) Les EU subissent la mondialisation, ce qui entraîne des critiques, mais demeurent l'économie dominante

- La domination américaine dans le processus de mondialisation est remise en cause à partir des 60s : mondialisation critiquée en raison de son coût
- D'où une politique commerciale plus agressive : l'émancipation des 2 protégés des EU (Japon et Europe) entraîne la mise en place d'un protectionnisme, multiplication des conflits à l'ORD. Puis offensive en faveur du libre-échange
- Les EU demeurent une nation indispensable à la mondialisation même si elle est aujourd'hui à « l'heure du partage » : nombreux atouts (\$, modèle de capitalisme, déficit commercial à relativiser)

F. Zakaria, L'Empire américain, l'heure du partage (2009) : les EU ont toujours su rebondir lors des crises

O. Zajec, La nouvelle impuissance américaine, essai sur dix années d'autodissolution stratégique (2011) : déclin américain réel et irréversible dans un cadre multipolaire

États-Unis et Amérique Latine

Les relations des États-Unis avec le continent américain depuis 1898

1823 : doctrine Monroe → 1) continent américain fermé à toute tentative de colonisation européenne 2) toute intervention européenne sur continent considérée comme acte inamical 3) pas d'intervent° des USA dans affaires européennes en contrepartie

→ 1898 : guerre hispano-américaine = début impérialisme américain => prise contrôle Porto-Rico, Cuba, Philippines, Guam, Hawaï.

PK : Les USA, puissance dominante au XXème sur le continent américain, ne contribuent-ils pas davantage à le diviser qu'à l'unifier ?

I) Un interventionnisme constant des États-Unis, à la limite de l'impérialisme

1) Avant 1945, les gendarmes de l'Amérique

• **Théodore Roosevelt** : interprétation expansionniste doctrine de Monroe = Big Stick. Plus de neutralité, USA défendent intérêts

• **Wilson** : croisade démocratique → Nous allons apprendre aux Latino-Américains à élire des dirigeants de qualité

o 1914-1917 intervent° Mexique = traque Zapata (en fait intérêts firmes), 1916-1924 occupat° RDom, Trujillo installé 1930

• 30s : Amérique du Sud connaît une situation sociale difficile Roosevelt inaugure une politique de bon voisinage :

o Une détente : pas d'intervention quand Mexique nationalise pétrole en 1938. En retour, AL solidaire USA dans WW2

2) Durant la Guerre Froide : le containment à tout prix

• **Pactomanie face à la menace soviétique** : 1947 TIAR (Traité interaméricain d'alliance réciproque), Alliance Progrès JFK en 1961

• **Nette hausse des interventions** : directe rétablissement dictateur Wessin en RDom 65, indirecte : chute Arbenz 53, mort Che 67

• **Carter** : politique de dialogue → reconnaissance souveraineté Panama sur canal, renoncement intervention Nicaragua

• **Reagan (America is Back)** → fort regain d'interventionnisme après la pause Carter : Nicaragua, Grenade en 1983, débarquement militaire Panama en 1989 : général Noriega chassé car accusé de proximité communiste + trafic drogue

3) Depuis la fin des 80s : un interventionnisme moins direct

• **Influence plus feutrée par le vecteur économique** : aide avec la crise de la dette (plans Baker et Brady), projet ALENA et ZLEA

• **Ingérence qui se redéploie vers une politique de lutte contre les trafics de drogue à grande échelle** : Panama, opération " Juste Cause " (voir plus haut), traque Pablo Escobar arrêté en 1990

• **La défense de la démocratie** demeure une cause d'intervention militaire, mais sous mandat onusien Haïti où le président Aristide, socialiste, est renversé en 1991 par une junte militaire. En 1994, le président Aristide est rétabli dans ses fonctions

États-Unis et Amérique Latine

Les relations des États-Unis avec le continent américain depuis 1898

II) En retour, des réactions ambivalentes au Sud, souvent teintée de nationalisme anti yankee

1) Un nationalisme ombrageux, tourné contre le voisin nord américain

- Les pays latinos s'opposent en de nombreux points à la voie libérale des USA : État fort, dirigiste, socialisme agrarien
- D'où volonté d'indépendance économique vis à vis des USA : CEPAL créée en 1948, stratégie de l'ISI
- Contrôle investissements étrangers loi Echeverria 73 (investisseurs étrangers en joint venture avec partenaire mex majoritaire)

2) Mais de nombreux pays écartelés entre Nord et Sud

- Une rupture avec le Nord, dans une optique révolutionnaire Cuba
- Un neutralisme le Mexique. Participe à Bandung (1955), dénonce impérialisme, mais soutient USA dans la guerre, ∉ OPEP
- Un partenariat éco : Chili, Argentine, Brésil ce dernier n'a jamais rompu ses relations éco, USA tjr resté 1er partenaire

3) L'impossible unité du Sud face à l'influence nord américaine : organisations entre pays latinos peinent à s'imposer, car héritage d'un passé conflictuel + apport des États Unis non négligeable (cf fiche)

III) Le rôle des États Unis en Amérique aujourd'hui : unification ou fragmentation ?

1) Des interdépendances économiques très marquées

- Dans le commerce : USA 1er client du Canada et du Mexique (80 % exportations)
- Dans les capitaux : 60 % des IDE du Canada, + de 50 % des IDE en Amérique Latine
- Trois cercles économiques : 1) ALENA, forte dépendance 2) Amérique Centrale, avec dollarisation économique : monnaie officielle (Panama, Equateur, Salvador) ou non (dollar = indexation) 3) Amérique du Sud : USA grand partenaire

2) Une influence culturelle et politique incontestables malgré des résistances

- Américanisation : modes de vie, valeurs (conso de masse, Vicente Fox ancien de Coca&Cola Mexique), poussée évangélistes
- Flux migratoires polarisés sur les États Unis : minorité latino = 40 M, brain drain
- Mais poussée récente du socialisme : échec global Consensus Wash, inégalités (cf crise Argentine) populist gauche au pouv

3) ALCA ou ALBA ?

ZLEA (ou ALCA) est un échec : réticences Brésil et Venezuela, importance protectionnisme

- Hugo Chavez qualifie l'ALCA de « projet néocolonial, destiné à engloutir l'Amérique latine », projet d'ALBA, promouvoir coopérat° entre pays socialistes d'AL. Lancée 2005 : Cuba, Venez, Bol, Nicarag, Hond, Barbade, Equa

CC Utiliser le terme américain pour désigner à la fois ce qui relève des USA et du continent tout entier est révélateur → Américains ne sont jamais intervenus militairement au sud du Panama mais ont trouvé moyens de faire triompher leurs intérêts

→ Face à leur hégémonisme, volonté de proposer voies de développement alternatives (allant jusqu'au castrisme). Sans succès, mais nouvelle bouffée de populisme fait miroiter l'invention en Amérique du Sud d'un socialisme du XXIème siècle



États-Unis et Amérique Latine

Les stratégies de développement en Amérique Latine et leur bilan depuis le début du XXème siècle

Le sous-développement en AL est double : d'une part, héritage colonial et ses défauts habituels (État déficient, société quasi féodale, économie extravertie au détriment du marché intérieur => structure d'archipel et faible industrie). D'autre part, une indépendance politique imparfaite : guerres d'indépendances ruineuses, dépendance vis-à-vis du RU (puis USA).

→ L'AL peut-elle trouver une place et un rôle dans la mondialisation, longtemps synonyme de dépendance, et trouver un dvpt réel et partagé ?

1) Le choix ancien du libéralisme et de l'extraversion montre ses limites dans les années 1930

1) Les pays d'AL s'intègrent dans la DIT, mais de manière inégale

• **Éco extravertie avec 3 piliers** : mise en valeur agricole pour exporter, investissemT étrangers dans transports, appel à l'immigration :

o La mise en valeur agricole (et minière) permet une des exportations spectaculaire :

o Les perspectives de profit attirent les investissements étrangers.

o Une forte immigration en résulte, polarisée par les régions dynamiques : exemple 1850/1930, Mex : 8/17 M ≠ Brésil 7/34 ()

2) La modernisation économique engendre des tensions sociales profondes

• **Modernisation économique réelle Porfirio Diaz** : réseau ferré, métallurgie, textile avec investissemT étrangers massifs (> 70 % capital)

• **Des goulets d'étranglement toutefois** : marchés internes faibles, transports inégaux, insuffisance technologique.

• **Émergence de bénéficiaires de l'essor économique (fonctionnaire, etc)** => volonté de changement, influence des idées modernistes => révolutions, violentes (Mexique) ou non (suffrage universel argentin en 1912), mais pouvoir toujours oligarchique

3) La crise des années 1930 sape les bases du modèle exportateur

• **WW1 avait permis de cacher les faiblesses du modèle** : l'AL avait connu une balance largement excédentaire

• **Mais graves difficultés économiques** : volume et valeur du commerce (DTE), USA cesse d'importer alors qu'ils représentent près de 50% des exportations latino-américaines, des investissements tue le processus d'industrialisation naissant

• **Impact économique dévastateur sur le système politique** : généralisation du populisme et agitation sociale majeure. Exode rural et chômage massif, aggravés par une accélération de la croissance démographique (85 → 150 M entre 1914-1945). partis populistes

• **De nouveaux choix économiques s'affirment = ISI** : protectionnisme, contrôle des ressources nationales (Pemex en 1937), priorité à l'industrie lourde, qui est supposée avoir de forts effets d'entraînement.

États-Unis et Amérique Latine

Les stratégies de développement en Amérique Latine et leur bilan depuis le début du XXème siècle

II) Des 1950's aux 1980's, l'Amérique promeut un modèle de développement autocentré dont le bilan est contrasté : globalement un échec...

Choix d'un modèle latino reposant sur 1) protectionnisme et nationalisme politique 2) interventionnisme de l'État 3) fort encadrement social.

1) Le développement latino=américain n'est pas totalement assuré au début des années 1950

- Une démographie galopante et un développement social assez faible : accroissement naturel + élevé du monde entre 1950-1965 : ≈ 3%/an
- Des économies désarticulées : insuffisance agricole (latifundias peu intensives), industrie faible (<20% emplois) tertiaire parasitaire
- Le sous-développement est toutefois à nuancer : urbanisation, ressource minières, insertion ancienne dans commerce > Asie et Afrique

2) Le choix du développement autocentré et étatiste se poursuit jusqu'au milieu des 1970's / deb 1980's

- Des points communs : Fort nationalisme, politiques dirigistes et socialisantes champions : Petrobras 53, Embraer 1969 ; barrage Itaipu, Transamazonienne 1970)
- Mais des divergences entre les pays qui nuancent l'idée d'un modèle latino unique : Mexique adopte une croissance équilibrée, sa réforme agraire est avancées (Fertmex, distribution terre et RV) ≠ Brésil : sans terres , Amazonie = Far West violent, recherche IDE étrangers
- Des points positifs : entre 1950 et 1980, de 6% pour le Mexique, 7 % pour le Brésil, diversification (agriculture)
- Mais des limites importantes qui viennent ternir ce bilan

3) Le chgmt de politique commence à se dessiner dans les 70s, à la faveur de la crise mondiale et de violentes contestations sociales

- Une importante contestation sociale : étudiante, terroriste (FARC, ERP en Argentine), religieuse (théologie libération) et enfin paysanne.
- Les coups d'État s'enchaînent : entre 1971 et 1976, 6 grands Etats tombent sous la dictature (Equa, Bol, Per, Chili, Arg, Uru) = Años de Plomo
- Pinochet et le virage ultra-libéral → cf. annexe

États-Unis et Amérique Latine

Les stratégies de développement en Amérique Latine et leur bilan depuis le début du XXème siècle

III) Depuis les années 1980, l'Amérique Latine cherche à s'ouvrir à la mondialisation. Non sans remises en question...

1) La crise de la dette en Amérique Latine : une cruelle illustration de la dépendance vis-à-vis de l'extérieur

- En 1982, la dette atteint la moitié du PIB du continent, contre 15 % en 1973. Facteurs : \$ avec Volcker en 79, DET. En août 1982, Mexique se déclare en cessation de paiement appel FMI et USA Plan Brady (dette publique) et Baker (dette privée) pays d'AL suivent
- Un ajustement difficile, sur fond de crise sociale : Pinochet et le tournant ultra libéral, Fujichoc contre l'inflation du Pérou à 7000 % salaires, dépenses publiques, privatisat° en chaîne pauvreté (CONASUPO), explosion des inégalités au Chili, révolte du Chiapas au Mexique en 1994 après volonté de réforme agraire.

2) Dans les années 1990, le redressement de l'Amérique Latine est indéniable, mais incertain malgré la profondeur des réformes

- Démocratisation dans le contexte de fin de la GF. Mais des régimes loin d'être stabilisés : déception des masses.
- Un retour à la croissance. Mais une croissance irrégulière → cas du Brésil, qui multiplie les plans d'austérité.
- Une montée du populisme, avec virage à gauche dans tous les pays : _gauche végétarienne (Lula, Kirchner, Bachelet) qui accepte la libéralisation et finance des projets sociaux avec exportations ≠ gauche carnivore (Chavez, Morales) = nationalisat° voir clientélisme
- Un bilan économique plutôt positif : de 2003 à 2008, PIB en hausse de 5% en moyenne. Aujourd'hui > 3% par an. L'AL a bien résisté à la crise Lula, à propos de la crise de 2008 : Lorsqu'il arrivera chez nous, ce tsunami ne formera que quelques vaguelettes . Mais cache mat 1ères.

3) Aujourd'hui, l'AL souffre de maux spécifiques qui la situent entre développement et sous-développement

- Une pauvreté qui est inscrite dans l'identité latino-américaine : plus de 55m de pauvres au Brésil, où l'IDH est l'un des + élevés
- Des inégalités criantes : l'Amérique Latine est championne → sur les 20 pays les plus inégalitaires au monde, 12 sont en AL

Conclusion

3 voies se sont succédées : éco extravertie et primarisée, modèle étatiste et protectionniste, modèle libéral. La lutte contre la pauvreté s'est pour l'instant soldée par un échec, même si des progrès sont en cours (Brésil avec Bolsa Familia). Et la croissance reste fragile (cf Argentine, Brésil et Ve)

États-Unis et Amérique Latine

La régionalisation en AL

Renouveau depuis les 90s, envie d'ouverture, de coopération, d'intégration. Enjeux : économiques (croissance, modernisation, insertion dans la mondialisation), politiques (stabilité), géopolitiques (face aux USA). Processus complexe : imbroglio d'accords à différentes échelles.

PK : Coquille vide ou moteur du dvpt éco et pol ? Processus d'union ou lutte pour un leadership régional ?

I) L'AL a connu un processus de coopération régionale précoce mais sans résultats probants jusqu'aux années 1980

1) Des projets anciens qui remontent au 19e siècle

- **Identité latino-américaine a un sens** : héritages communs. Tentatives de fédérations dès les indépendances → S. Bolivar en 1826
- **S'incarne autour des USA**, depuis la doctrine Monroe (1823), avec conférence panaméricaine (1889), puis politique de bon voisinage de Roosevelt (30s). Manifestation de l'entente : position avec les USA pendant WW2.

2) Après 45, de nombreuses institutions: l'AL connaît une dynamique d'intégration régionale contemporaine de celle de l'Europe occidentale

- **Dynamique continentale liée à la GF**, Pacte de Rio (47) pour un système de sécurité collective, OEA en 48, Alliance pour le Progrès (aides financières) en 61. Dynamique encouragée par l'ONU pour surmonter le sous-dvpt.
- **Créations dans les 60s** : Association américaine de libre-échange (60 ; Am du Sud + Mexique), Marché Commun Centraméricain (MCCA, 60) Association de libre-échange des Caraïbes (1965, devient CARICOM en 73), Pacte Andin (69 ; Bolivie, Équateur, Pérou, Venezuela et Chili)

3) Mais ces premiers projets aboutissent à des résultats décevants

- **Peu de résultats concrets** : nationalismes économiques. Échec MCCA après Guerre du Football (69), retrait Chili Pacte Andin avec Pino (76)
- De fait, maintien de la tutelle des USA. GF justifie les opérations de la CIA (Guatemala, 54), le soutien aux régimes dictatoriaux anticommunistes (soutien du coup d'État au Brésil, 64 ; renversement d'Allende par Pinochet, 73).
- **AL a donc payé un lourd tribut à la GF** → victime de la GF avec chape de plomb de dictatures meurtrières et hostiles au progrès.

II) La relance de l'intégration régionale en AL depuis les 90s, entre convergence et concurrence des projets

1) Elle s'inscrit dans un contexte nouveau et favorable à la régionalisation

- **AL se démocratise**, s'éloigne des USA (prise de position en faveur du RU dans la guerre des Malouines). Donc création d'ensemble hors des USA : Groupe de Rio (86), coopération entre États d'AL, contrepoids à l'influence am (alternative à l'OEA), siège au Paraguay
- **USA reconsidèrent leurs relations avec le continent américain** → Volonté d'une DIT régionale, de bloc ami dans les discussions internationales, d'ouvrir des marchés. Projet de ZLEA en 94.

2) Depuis les 90s se sont ainsi multipliées les initiatives d'intégration régionale

- Nouveau départ pour le MCCA, remplacé par le SICA (Système d'Intégration Centre-Américain) avec nouvelles institutions.
- Transformation du Pacte Andin en Communauté Andine des Nations (CAN, 96), avec l'idée d'un marché commun.

États-Unis et Amérique Latine

La régionalisation en AL

- **Nouvelles organisations régionales** → Alena en 94, Mercosur en 95 avec Brésil, Argentine, Paraguay, Uruguay qui s'inspire de l'UE avec libéralisation des échanges, TEC. Réussite éco et politique dans un premier temps, qui inquiète les USA.
- **Axe bolivarien du Venezuela** : ALBA (2005), puis Banque du Sud (2007) avec notamment Brésil et Argentine pour s'émanciper du FMI
- **Alliance Pacifique** (2011), 1/3 PIB latino américain, tournée vers l'Asie et le libre-échange Mexique, Colombie, Pérou, Chili

3) L'intégration régionale est ainsi devenue une réalité incontestable du continent latino=américain

- **AL** = zone de libéralisation des échanges, régionalisation. Mercosur est le 4ème bloc commercial mondial.
- **Projets d'intégration plus politiques**, pour faire face aux USA → UNASUR en 2008, avec programmes d'infrastructures de transport, d'énergie, projet de Parlement et monnaie commune. Également CELAC (Communauté des États Latino-Américains et Caraïbes, 2010) avec tous les pays américains sauf USA et Canada.
- **Intégration informelle** → culturelle avec telenovelas, infrastructures avec notamment projet d'anneau énergétique (Bre/Bol, Chil / Arg)

III) L'intégration en AL, une chimère géographique (Bernard Bret) ?

1) Une intégration inaboutie qui n'a pas permis de surmonter les nationalismes économiques

- **Processus complexe et peu lisible** : projets ambitieux mais leur réalisation pêche.
- **Dynamiques ≠** : Mercosur en crise, avec suspension du Paraguay, entrée du Venezuela, mais Alliance du Pacifique dynamique.
- **Tensions au niveau national** → contentieux commerciaux entre pays du Mercosur réglés par la CPI et non les organisations elles-mêmes. Nationalisat° gaz bolivarien, Odebrecht entreprise Brésil nationalisée par Equateur suite aux difficultés d'un important projet de barrage
- **Divergences au niveau international** → élection du secrétaire général de l'OMC, Brésil/Uruguay, Brésil/Mex.

2) Un processus d'intégration affaibli par l'absence de moteur régional

- Manque d'un couple moteur ou d'un leader incontestable. Pâtit de la concurrence Brésil/Venezuela : pays d'AL voient d'un bon œil le Venezuela et son entrée dans le Mercosur (contrepoids nécessaire au Brésil).
- Brésil n'arrive pas à s'imposer comme moteur régional → atouts importants (1/2 pop et territoire) mais méfiance des pays hispanophones.

3) Bilan de la régionalisation en AL : une architecture complexe du continent latino=américain

- **Dynamique régionale encore sous l'impulsion des USA** → accords bilatéraux, relations avec les Caraïbes, emprise commerciale et culturelle forte, Alliance Pacifique et Alena en forte dynamique, mort de Chavez risque de peser sur l'ALBA
- Toutefois, **antiaméricanisme se renforce** : Brésil via l'Unasur, qui concurrence l'OEA. Mais Brésil nécessite un nouvel élan dans sa politique

CC : Nouveau panaméricanisme des USA a échoué, émancipation grâce à de nouveaux partenaires. Mais reste incomplet → continent pluriel, fracturé, avec des reflexes nationalistes. Régionalisation moins avancée (plus un millefeuille d'organisation régionales), mais des efforts réels.

États-Unis et Amérique Latine

Le Brésil, puissance émergente

I) Un développement économique et social à grande vitesse, fondement d'une nouvelle puissance

1) Une économie en orbite

- **Environnement favorable au décollage** : situation financière assainie après crise de 98-99, " des matières premières.
- **Un PIB** ≈ 2500 MM \$, 6ème rang mondial devant UK. A noter : PIB quintuplé en 10 ans seulement.
- **Une économie diversifiée** : puissante agriculture, secteur industriel varié, forte tertiarisation (2/3 PIB)
- **Conséquences** = cercle vertueux " classes moyenne, car pop pauvre (&1\$/jour) /2 en 10 ans (50% 25%), démographie vigoureuse (1/4 pop a moins de 15 ans) qui donne une fenêtre d'opportunité démographique, plein emploi pour les jeunes

2) Un commerce extérieur très dynamique

- Solde commercial positif de + 30 Mds \$, notamment grâce à l'agrobusiness. Reserves de changes 200 Mds
- **Partenaires** : 1er UE, avec 1/4 des échanges, 2ème AL Caraïbes, 3ème USA. Le commerce s'oriente de + en + vers l'Asie et l'UE.

3) Une plaque tournante pour les investissements

- **Forte attractivité** : 35 MM\$ IDE entrant sur le territoire, 450 / 500 plus grandes FMN présentes en AL le sont au Brésil
- **Inversement, FMN brésiliennes très actives** : IDE brésiliens > 70 MM\$ (1er rang AL >> Mexique avec – de 30 MM\$)

II) Les horizons de la puissance, des Amériques au monde

1) Une diplomatie américaine active

- Volonté d'un leadership discret et régional, qui ferait le contrepoids aux Etats-Unis
- **Discours Lula à l'ONU en 2006** : « L'AL est une priorité pour la politique étrangère du Brésil. Notre région est notre demeure »
- Vers l'**UNASUR** : 2004 : déclaration de Cuzco prévoit union pol et éco progressive de l'AL, avec fusion Mercosur, C.Andine + Chili et Guyane 2008 signature à Brasilia de l'UNASUR

2) Mais la volonté de devenir un acteur global

- Une série « **d'offensives diplomatiques** » : 1) **Forum IBAS**, fondé en 2003 (favoriser partenariat Inde / Brésil / AS) ; 2) **Forum BRICS** (1er sommet en 2009) ; 3) **volonté d'accéder à un siège permanent au Conseil de l'ONU** forme un G4avec Allemagne, Japon et Inde, présentant leurs candidatures comme indissociables et solidaires ; 4) ∈ **groupe de Cairns**,
- **Un hard-power montant** : acquisition porte-avion français Foch au début des 2000's, volonté de développer des SNA (sous-marins nucléaires d'attaque) avec coopération de la France (vente de SNA + transfert technologies)

États-Unis et Amérique Latine

Le Brésil, puissance émergente

3) Un futur leader pour le Sud ?

- **Afrique** : le Brésil revendique la 2ème population noire au monde après le Nigeria. Le « grand frère d'Amérique » étend son influence, avec soft power (foot, telenovelas) et commerce : "" des échanges, présence Petrobras en Angola et Mozambique
- **Moyen Orient** : le Brésil accueille le 1er sommet pays arabes/AL en 2005. Le Brésil s'exprime pour le retrait d'Israël des territoires occupés depuis 1967, mais condamne toutefois le terrorisme et refuse la proposition d'entrer dans l'OPEP.
- **Asie-Pacifique** : volonté de se désenclaver à travers l'Amazonie, par les ports du Pérou, de l'Equateur, du nord du Chili.

III) Les limites de la puissance

1) Un leadership contesté en Amérique du Sud

- **Le moteur Argentine/Brésil n'est pas comparable au couple franco-allemand** : compétition pour représenter l'AL dans les instances internationales reste forte, malgré initiatives communes (programme nucléaire civil commun)
- **Le Venezuela de Chavez, gêneur** : volonté de « chasser le virus néolibéral » du Mercosur, critique un Brésil pro-américain
- **Un Brésil jugé dominateur** : peu généreux (faiblesse fonds Mercosur) + Odebrecht chassée d'Equat ; 1/2 pop et superfici Am Sud

2) Une puissance incomplète

- Pas de réel **hardpower** : 17ème armée du monde. Aucune grande opération militaire (sauf Haïti en 2004), a ratifié TNP
- **De lourds problèmes internes** :
 - o Corruption politique (en 2005, le PT paie des députés d'opposition pour voter pour lui = scandale du Mensalão)
 - o Retard développement (70ème IDH), société violente, champion de l'inégalité (parmi coeff Gini + élevés du monde)

3) Une modernisation en panne ?

- **Une croissance qui décélère fortement en 2011 et 2012** : 1,5 % de croissance contre 7,5 % par an en 2010 ()
 - o Forte dépendance vis à vis des exportat° de produits bruts, donc moindre résistance ≠ Asie + industrialisée
 - o Une monnaie qui se réévalue fortement et une inflation assez marquée
- L'idée du syndrome hollandais n'est pas la seule en cause : pauvreté infrastructures, bureaucratie étouffante

Une nouvelle richesse permettant une politique étrangère plus indépendante (dialogue USA comme Iran) et mondiale / Dès lors, une position internationale singulière : une montée en puissance pacifique, dans le cadre de la négociation / Toutefois, le Brésil peine à faire entendre sa voix seule : influent que parmi les coalitions minilatérales (IBAS, G4, Cairns), en plus de se faire rattraper par ses problèmes internes (économique, manifestat° populaires contre vie chère été

États-Unis et Amérique Latine

L'espace caraïbe, une interface Nord-Sud

I) Une zone d'échanges dynamiques, organisés par la Nord

- **Flux commerciaux** : une interface commerciale typique de l'asymétrie Nord-Sud. 2/3 du commerce se fait avec le Nord, faiblesse des échanges entre territoires caraïbes eux-mêmes. Zone de relais entre production et conso de drogues avec recyclage de l'argent dans les paradis fiscaux
- **Flux financiers** : une zone d'investissements internationaux et de délocalisations. Présence de la majorité des paradis fiscaux et bancaires (18/32). IDE, en lien avec la multiplication des zones franches => effet maquiladoras
- **Flux de personnes** : un espace d'intense mobilité humaine. 1ère zone de tourisme au monde (45m de touristes + 15m de croisiéristes/an). Nombreux facteurs favorisant les migrations (10% de la population des Caraïbes est immigrée)

II) Une zone en voie d'intégration économique et politique, mais une intégration dont le périmètre reste à définir

1) Un processus d'intégration Sud-Sud...

- **1973** : CARICOM, remplace CARIFTA (1965&72) → 4 pays au début (Jamaïque, Trinidad et Tobago, Barbade, Guyana), aujourd'hui 14 membres + 6 associés + 6 observateurs. Institutions propres (présidence tournante, chefs d'États et de gouvernement, Conseil des Ministres et Cour de Justice). Depuis 2005 : marché unique entre 12 États membres
- **1994** : AEC (Association des États de la Caraïbe). → 25 membres + 6 associés. Rôle uniquement consultatif avec Conseil des Ministres et Secrétariat. 2001 : déclaration Margarita (Venezuela) => dégager identité caribéenne
- **Ces associations participent à l'UNASUR** (+ Mercosur + Communauté Andine des Nations)
- **2005** : échec du projet de ZLEA (Zone de Libre-Échange des Amériques) proposé par les USA à cause du Venezuela

2) ... mais impossible sans le parrainage du Nord

- **1969** : Banque Caraïbe de Dvpt → actionnaires = USA, Canada et RU, puis récemment Colombie, Mexique et Venezuela. Finance la CARICOM, qui ne peut rien sans elle.

États-Unis et Amérique Latine

L'espace caraïbe, une interface Nord-Sud

1984 : IBC (Initiative pour le Bassin de la Caraïbe) : organisation commerciale et financière à l'initiative des USA, qui donnent leur préférence aux pays adoptant l'économie de marché. 2000-2002 : Congrès vote loi de commerce-partenariat qui ouvre le marché américain à certains pays de la Caraïbe

- **Programme européen Interreg** : 4ème actuellement → emplois dans l'innovation et la connaissance, environnement, développement de services communs dans l'espace caribéen. (Ex de projet : projet VACAN → valorisation de la canne à sucre dans l'alimentation animale)

3) L'espace caraïbe, une simple arrière-cour des États-Unis ?

- **Contrôle économique** : USA = 1er investisseur (2/3), 1er client (2/3) et 1er fournisseur de touristes

- **Mahan** : mer des Caraïbes = « lac étatsunien »

- **Denise Artaud** : **espace caraïbe** = « arrière-cour des EU » (bon voisinage de Roosevelt, repris par Clinton et Bush, Alliance pour le progrès de Kennedy, Doctrine Johnson, durcissement sous Reagan, réactivation de la 4e flotte à Mayport en Floride en 2008)

Conclusion

Relation typique d'interface, complémentarité et utilisation du différentiel de développement

Développement d'un low-cost imperialism (impérialisme économique et financier à travers les entreprises présentes dans la zone → United Fruit) et d'un impérialisme politique

L'éclatement de la zone entraîne la difficulté de coopération. Depuis 2000s : perspective de la construction d'une identité régionale sur la base d'un refus de la ZLEA et d'un anti-américanisme, d'un anti-yankisme. Il manque cependant une puissance leader qui pourrait mener cette intégration

États-Unis et Amérique Latine

Le Canada

I) Une puissance moyenne, mais avec laquelle il faut compter

1) Une économie riche et diversifiée, bien insérée dans les échanges internationaux

- **Spécialisé dans les produits primaires** (on peut parler de « reprimarisation » dans le cadre des échanges avec les USA => paradoxe pour un pays développé) → énergie (pétrole + bois), agriculture (céréaliculture et IAA très puissante, membre du groupe de Cairns)
- **Industrie** (27%) → points fort dans l'aéronautique (Bombardier), le ferroviaire, les communications, les biotechnologies
- **Services** : 70% du PIB

2) Une politique extérieure passée de l'isolationnisme à l'« internationalisme » après 1945

- **Jusqu'en 1945** : tendance isolationniste car les Canadiens ont subi de lourdes pertes pendant la 1^oGM (66 000 morts)
- **Puis internationalisme** : dialogue multilatéral (participation active à la création de l'ONU avec une occupation régulière des sièges tournants, appartenance à l'OEA et à l'OTAN) et arbitrage dans les conflits (conférence d'Helsinki en 1975)

3) Un soft power canadien

- **Le Canada s'engage au nom des « valeurs canadiennes »** : paix (action en faveur du désarmement, casques bleus), développement (APD), protection de l'environnement
- Cependant, les réorientations sous Stephen Harper posent la question de la poursuite de l'engagement canadien : apparition d'un hard power

II) Une puissance elle-même « sous influence »

1) La dépendance militaire vis-à-vis des EU

- **Défense du Canada confiée aux USA** : 1938 : accords King-Roosevelt (serment de Kingston)

2) Le renforcement des liens économiques dans le cadre de l'ALENA

- **Fondateur de l'ALENA avec les EU**
- **Les EU sont le 1er client** (80% des exportations canadiennes) et le 1er fournisseur (55% des importations) du Canada

3) Des divergences récentes avec les EU

- **3 grands thèmes de divergence** :

o **Fair trade** : Canada membre du groupe de Cairns, dénonciation du plan de relance Obama

o **Politique américaine depuis le 11/09** : dénonciation du renforcement des contrôles aux frontières, refus de participer à la guerre en Irak

États-Unis et Amérique Latine

Le Canada

o Question de l'Arctique

• => Canada cherche à diversifier ses partenariats : dialogue avec l'UE (1996 : déclaration politique conjointe pour développer les relations entre les 2 entités), notamment la France

Conclusion

Le Canada a fait le choix d'une dépendance assumée vis-à-vis des EU, ce qui ne l'a pas empêché de s'enrichir et d'essayer de peser sur la scène internationale avec 2 doctrines (internationalisme et sécurité humaine).

1969 : Pierre Trudeau : « être votre voisin avec les USA c'est comme dormir avec un éléphant, quelque douce et placide que soit la bête, on subit chacun de ses mouvements et de ses grognements »

Bombardier : Caractéristiques → 60 000 salariés, CA = 17 milliards de \$, siège = Montréal.

→ Domaines d'activité : origine = construction aéronautique (Canadair) puis conglomérat : ferroviaire (Bombardier Transport, leader mondial de la construction de train) + véhicules loisir (motoneige, jet-ski) services jusqu'en 2006.

Embraer : créé en 1969 par le gouvernement brésilien dans le cadre de la politique d'ISI. Constructeur aéronautique spécialisé dans les avions civils, 3^{ème} constructeur mondial de jets privés. 20 000 employés. Concurrent direct = Bombardier (canadien). 1988 : développement d'un avion binational avec l'Argentine → pas assez compétitif. 80s : très touché par la crise. 1994 : entreprise vendue aux enchères → restructuration

United Fruit : créée en 1899, installée dans une dizaine de pays, possède 10% du Costa Rica dont 35% des terres cultivables. 1954 : le président Arbenz (Guatemala) veut réaliser une réforme agraire (2% pop possède alors 75% des terres cultivables) → la CIA intervient, Arbenz est renversé. Fortune de \$30 millions (chemin de fer...). UF s'appelle aujourd'hui la Chiquita Brands. 15M hectares en AmL, 14000 d'employés → un géant du négoce. 2004 se retire de Colombie, scandale car accusée d'avoir payé des paramilitaires pour éliminer des dirigeants militaires et des syndicalistes gênants → amende de \$25 millions.

Cemex : entreprise mexicaine de ciment. Croissance dans les 80s par fusion-acquisition : conquête du marché intérieur et début d'internationalisation. En 2005, le rachat de RMC Group (RU) fait de Cemex le leader mondial du béton. Marché européen augmente le CA (≈ \$15 milliards) Concurrence sévère pour le leader mondial du béton: Lafarge. Problème récent : Hugo Chavez a décidé de nationaliser l'industrie du ciment, donc expropriation de Cemex qui détenait 50% du marché vénézuélien. Refus de l'entreprise d'une indemnisation de 650 milliards de \$ et recours à un arbitrage international.

Exemple de l'achoppement de la régionalisation dans les 1960s : Football war (1969). Casus belli → expulsion massive de fermiers et travailleurs salvadoriens du Honduras ; altercations au cours d'un match de football entre les deux sélections nationales. Issue → négociation d'un cessez-le-feu sous l'égide de l'OEA, éloignement de la possibilité de création d'un marché commun centraméricain et détérioration de la situation sociale au Salvador.